



Ségolène Royal, Présidente de la COP21

Paris, le lundi 10 avril 2017

Réunion des ministres de l'énergie du G7 à Rome

Ségolène Royal salue le climat constructif de la réunion des ministres de l'énergie du G7 qui s'est tenue à Rome les 9 et 10 avril et a permis de réaffirmer le rôle clef de la transition énergétique et de l'innovation verte

Ségolène Royal a participé les 9 et 10 avril à la réunion des ministres de l'énergie à Rome, sous présidence italienne.

Tous les membres du G7 se sont accordés sur le rôle clef de la transition énergétique, et sur la nécessité de renforcer l'innovation pour accélérer les résultats concrets en matière de développement des technologies propres, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'ensemble des membres du G7 ont également réaffirmé leur engagement pour assurer à l'Afrique l'accès à une énergie compétitive, fiable et durable. En tant que Présidente de la COP 21, Ségolène Royal a à cette occasion souligné que les 7 pays du G7 se sont engagés à la COP 21, avec la Commission européenne, les Pays-Bas et la Suède, à mobiliser 10 milliards de dollars pour développer 10 GW d'énergies renouvelables supplémentaires d'ici 2020 : la Présidente de la COP 21 a fait état des avancées de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI) avec le lancement de 19 projets lors du Conseil d'administration de l'AREI du 4 mars dernier.

Ségolène Royal a également présenté aux ministres de l'énergie du G7 l'avancement de la mise en œuvre de l'Agenda de l'Action décidé pendant la COP 21, et en particulier de :

- La Mission innovation, lancée par la France et les États-Unis pour doubler les investissements publics et privés dans la recherche et développement sur sept défis stratégiques de la transition énergétique, et renforcer les collaborations entre pays. La Mission innovation, consolidée à la COP22, regroupe désormais 22 membres, dont les 7 pays du G7 et la Commission européenne.
- L'Alliance solaire internationale, lancée par la France et l'Inde, qui vise à faire baisser les coûts du solaire en mutualisant la demande issue des 121 pays entre les deux tropiques, autour de trois programmes opérationnels : applications solaires décentralisées, financements, solaire pour réseaux électriques isolés. Les statuts de l'Alliance ont déjà été signés par 26 pays, dont la France.

- L'Alliance mondiale pour la géothermie, lancée par la France et l'Islande pour doubler la production de chaleur à partir de géothermie et multiplier par 5 la production d'électricité à partir de géothermie. L'Alliance compte désormais 41 membres et 28 institutions partenaires. Ségolène Royal a lancé début mars la mise en place à la Guadeloupe d'un centre d'excellence pour la géothermie en Caraïbe, région volcanique à fort potentiel.
- La Finance verte, indispensable pour orienter les investissements vers les solutions bas carbone. La Présidente de la COP 21 a rappelé l'objectif d'atteindre 100 milliards de dollars par an pour l'action climatique d'ici 2020 et la contribution d'un milliard d'euros de la France au Fonds Vert pour le climat.

La ministre française de l'Energie a également présenté le succès du lancement en janvier 2017 par la France d'obligations vertes : 7 milliards d'euros ont été mis en souscription et la demande des investisseurs s'est élevée à 23 milliards d'euros. La Ministre a invité l'ensemble des pays du G7 à émettre des *green bonds*.

Enfin, la réunion s'est tenue en présence du nouveau secrétaire américain à l'Énergie Rick Perry, qui partage l'ambition d'accélérer les efforts en matière d'innovation pour obtenir des résultats concrets, et qui a conduit, en tant que gouverneur du Texas, une politique ambitieuse de développement de l'éolien terrestre. La Présidente de la COP21 a souligné auprès de celui-ci l'intérêt pour les acteurs économiques américains que les États-Unis restent partie prenante de l'Accord de Paris sur le climat.

www.developpement-durable.gouv.fr

Contact presse : 01 40 81 78 31